BOUTEFLIKA TIRE LA SONNETTE D'ALARME À L'OUVERTURE DE «CONSTANTINE, CAPITALE DE LA CULTURE ARABE» :

«Il faut prémunir notre jeunesse de l'extrémisme religieux»

La manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe» a été donc officiellement lancée dans la soirée de jeudi dernier en la présence, pour l'occasion, du Premier ministre Abdelmalek Sellal, du président de l'Assemblée, Larbi Ould Khelifa, du président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci, du secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil El Arrabi, ainsi que de quasiment l'ensemble des membres du gouvernement. Pour les raisons que tout le monde connaît, c'est via une «lettre» de Abdelaziz Bouteflika que la manifestation sera officiellement inaugurée.

De notre envoyé spécial à Constantine, Kamel Amarni

Comme pour la célébration de l'anniversaire du 19 Mars, c'est le conseiller Benamar Zerhouni qui a été chargé de lire le message présidentiel dans cette imposante et nouvelle salle se spectacle, le Zenith, rebaptisée, dans ce «message» même, du nom du dernier des dirigeants ottomans de la ville, Ahmed Bey. Pour la circonstance, le message de Abdelaziz Bouteflika évoquera une question sensible et combien d'actualité : la déferlante du discours, et même des actes intégristes dans la société algérienne profondément infestée par les salafistes. De même qu'un système éducatif qui lui assure un afflux de renforts massifs et constant. «Il est évident que les nations ne se valent pas en termes de progrès, de développement et de créativité. Cette différence n'est pas fortuite mais traduit tout l'intérêt et l'importance que chacune accorde aux savants, au savoir, et à la rationalité scientifique. Le tout est fondé sur un dialogue constructif qui rejette toute forme d'extrémisme et de violence, un dialogue qui fait primer l'intérêt général sur l'intérêt particulier», commence par insinuer l'auteur de la lettre.

Avant de se faire mieux comprendre : «La culture est le socle de la nation et le ciment qui consolide son unité. Il convient ainsi de la renforcer, de l'approfondir et de la promouvoir afin de sauvegarder notre sécurité culturelle en ces temps de mondialisation galopante, mais aussi de renforcer l'immunité des plus jeunes pour mieux les prémunir de l'extrémisme religieux et du fanatisme sectaire dont ils peuvent être les proies faciles.» Ce ne sont d'ailleurs pas les exemples illustratifs de la chose qui manquent, comme on a eu à le constater au cours d'une frénétique campagne salafiste contre la note du ministre du Commerce sur l'autorisation administrative de la vente d'alcool, et l'inacceptable concession du gouvernement, mardi dernier. Dans sa lettre, Bouteflika expliquera son propos en ajoutant «qu'en l'occurrence, il s'agit d'armer la jeunesse d'une culture qui l'incite à puiser dans le passé glorieux de notre nation et à se nourrir de ses valeurs les plus nobles, tout en s'éloignant des facteurs de division, de fitna, qui sont par essence dangereuses pour la plénitude des liens unissant les enfants d'une même nation». Et pour y aboutir, le rôle de l'école et du système éducatif est au cœur même de la problématique : «Il est plus que jamais nécessaire d'enrichir notre système d'enseignement d'un contenu culturel puisé à la source de notre histoire et dans la créativité de nos écrivains et de nos artistes pour que l'on puisse transmettre aux générations montantes les messages de patriotisme, de valeurs authentiques et de bonne moralité sociale que véhiculent ces créateurs». Plaidant pour l'exploration et la promotion des «disciplines aussi actuelles que les sciences exactes», ainsi qu'à «préserver nos gisements culturels et l'intégrité de notre patrimoine civilisationnel», il interpellera l'élite. «A cet égard, écrira-t-il, je lance un appel aux hommes de culture et de lettres, aux savants et penseurs, pour les exhorter à donner le meilleur d'eux-mêmes pour pouvoir diffuser la culture de la modération et de la tolérance et d'en faire, pour nous tous, un rempart infranchissable contre les tenants de l'ignorance et de l'obscurantisme». Un peu plus loin, il lancera un autre appel similaire mais d'ordre plus général : «Nous exhortons les enfants de cette nation à s'opposer à la violence destructrice par la créativité et la pensée éclairée pour permettre à cette même nation de renouer avec ses honneurs d'antan. Il s'agit de forcer le respect et la considération et promouvoir les valeurs de tolérance, de réconciliation et d'entente en demeurant attachés à l'unité nationale dans tous les conflits arabes en cours, non seulement en tant qu'exigence politique, mais, en premier lieu, en tant que valeur culturelle et civilisationnelle». L'influence exponentielle des «salafistes» en Algérie constitue une préoccupation visible tout au long de ce discours. Ainsi, également de cette autre allusion : «Je reste convaincu que notre réussite dans ce monde mondialisé passe par l'édification d'une économie forte et d'un système éducatif bien établi. Pour ce faire, nous œuvrons pour que nos enfants ne se nourrissent que du travail de leur terre, ne se vêtissent que de ce que fabriquent leurs usines et ne prennent comme source de réflexion et de vie que leur culture propre.» Le discours insiste constamment sur le système éducatif qui «doit être le meilleur moyen d'ancrer l'identité de nos enfants , à travers un renforcement de leurs connaissances et de leurs potentialités et leur ouverture aux cultures et langues universelles , notamment en tirant avantage des progrès technologiques». Avec de tels constats et à un tel niveau de responsabilité, l'État algérien a-t-il, enfin, pris conscience de l'extrême urgence d'extraire l'école des griffes de l'islamisme qui la contrôle, en réalité ?

K. A.

APN

Quatre ministres face aux députés

Séance de questions orales jeudi dernier à l'APN. Les ministres de la Justice, de l'Environnement des Travaux publics répondaient aux questions des députés. Il a été question de retards dans la réalisation de cours de justice, de disponibilité du carburant et d'infrastructures routières.

COURS DE JUSTICE

Louh reconnaît un retard dans leur réalisation

Le ministre de la Justice a reconnu, jeudi, que son département avait pris la décision de recourir à des sièges provisoires pour abriter les cours de justice et les tribunaux administratifs au niveau de pas moins de 10 wilayas. Ces dernières, dit-il, accusent un retard dans la réalisation des cours.

Le garde des Sceaux, qui répondait à une question orale posée par un député, a estimé que «les sièges provisoires demeurent la solution idoine pour prendre en charge les préoccupations des citoyens dans les wilayas concernées» puisque les cours de justice et les tribunaux administratifs, dont la réalisation est prévue au titre des différents programmes, «ne seront pas prêts avant 2017 à 2018». La solution provisoire, selon Louh, a été prise en coordination avec les walis. Abordant la question du règlement des contentieux administratifs, Louh a indiqué que le problème qui se pose actuellement concerne les procédures à même d'opérer une réforme profonde pour mettre en place des services administratifs et des cours d'appel régionales. Le projet de code de procédure pénale, actuellement au niveau du Secrétariat général, devrait permettre aux chambres administratives des cours de justice de tenir leurs séances dans d'autres sièges hors wilaya, particulièrement dans le sud du pays.

N. I./ APS

CAPACITÉS DE STOCKAGE DES PRODUITS PÉTROLIERS

Yousfi espère la fin du déficit en 2020

Le problème de stockage des produits pétroliers devrait être résolu d'ici à 2020 grâce à l'accélération du programme de réalisation de capacités supplémentaires de stockage, selon le ministre de l'Energie.

Youcef Yousfi reconnaît que les capacités actuelles de stockage de l'Entreprise nationale de distribution et de commercialisation des produits pétroliers (Naftal) ne couvraient que 7 à 10 jours des besoins du marché. Le ministre a reconnu l'existence d'un déficit de stockage du carburant. Il a affirmé que le gouvernement avait approuvé l'octroi d'un montant de 200 milliards de dinars à Naftal pour augmenter ses capacités.

Pour encourager l'investissement privé dans la distribution et la commercialisation des produits pétroliers, 29 stations-services privées ont été agréées et 10 sont en cours de réalisation et 19 attendent le parachèvement des mesures administratives.

Les nouveaux projets de raffineries devront, obligatoirement, avoir une capacité de stockage de 300 000 tonnes de carburant.

N. I./APS

SELON KADI

Le tronçon reliant Tindouf au Mali finalisé

Le ministre des Travaux publics a annoncé que le projet de la route reliant Tindouf à la ville mauritanienne avait été finalisé. L'Algérie a, selon Abdelkader Kadi, achevé la réalisation du tronçon situé sur son sol jusqu'à la frontière, ajoutant que le reste du projet sera pris en charge par les autorités mauritaniennes. L'Algérie a pris également en charge la finalisation de l'étude technique pour le tronçon en sol mauritanien et remis les conclusions à ce pays.

N. I./APS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DANS LE SUD

Une meilleure visibilité grâce au découpage

La ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement a affirmé, jeudi, à Alger, que le nouveau plan de développement 2015-2019 accordait la priorité au développement des régions du Sud et des Hauts-Plateaux.

Dalila Boudjemaâ a indiqué que le renforcement du développement dans ces régions était désormais un impératif pour les autorités publiques, ajoutant que le processus de développement «s'éclaircira davantage dans le cadre du nouveau découpage administratif engagé». La ministre a affirmé que le plan national d'aménagement du territoire est soumis à «un contrôle périodique et actualisé tous les cinq ans», soulignant qu'un rapport d'évaluation des réalisations de projets de développement doit être fait par le plan au profit de l'aménagement du territoire en vue de «pallier les carences enregistrées».

N. I./APS

LE PRÉSIDENT DU MSP DRESSE LE BILAN DE BOUTEFLIKA :

«Mais qui dirige le pays ?»

Le président du MSP sort la grosse artillerie pour s'en prendre au président de la République et son cercle restreint qui, selon lui, tente par tous les moyens de «colmater» son absence de la scène.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Vous aurez dû rentrer chez vous au terme de votre 3e mandat», a affirmé, hier vendredi, Abderezzak Mokri qui ouvrait les travaux d'un forum politique qui devra s'étaler sur deux jours et s'achever donc, ce samedi. Ce qui aurait créé, selon lui, un sentiment de «regret» chez le petit peuple à l'avènement de la nouvelle donne économique empreinte d'une baisse sensible des cours du pétrole et de la production du pays, notamment en gaz. «Ah, si Bouteflika était encore là !», aurait dit le peuple, selon Mokri pour qui cette 4e mandature du président de la République dont la première année s'est achevée hier est de «trop». Et au président du MSP de dresser à l'occasion le bilan de l'action du Président, se basant, a-t-il précisé, sur des «données et chiffres» rendus publics par des institutions de l'Etat et des «confidences» que lui auraient faites de hauts responsables de l'Etat qu'il a pris soin de ne pas nommer. «15 ans après, on ose encore parler de la nécessité de diversifier l'économie nationale», a-t-il ironisé, s'interrogeant sur «l'impact» des centaines de milliards de dollars injectés. Avec, notamment une croissance d'à peine 4% alors que pour un des conseillers du Premier ministre, Abderrahmane Mebtoul, «elle aurait pu et dû être à deux chiffres». Les recettes du pays ont vertigineusement dégringolé. En deux mois (janvier et février de l'année en cours, seuls 4 milliards de dollars ont été engrangés. Le président du MSP a également traité de la baisse drastique de la production du pétrole et du gaz qui fait que, de l'aveu même que lui aurait fait un haut responsable, le pays «n'assure qu'à hauteur de 40%» ses livraisons de gaz pour l'Italie. Il en est de même de sa quote-part au sein de l'Opep que l'Algérie ne peut pas aussi honorer.Des indicateurs qui font craindre à Mokri une réédition plus dangereuse, selon lui, des événements d'octobre 1988 qui, selon lui, étaient nourris par des considérations purement «économiques». Avec, a-t-il argué, la «récession économique entamée dès 1986», conjuguée, il est vrai, a-t-il ajouté, à la «prise de conscience citoyenne et les différends au plus haut sommet de l'Etat à cette époque».

Attaque frontale contre Ali Haddad

Au vu de la complexité de sa situation, le pays a besoin, a rebondi Mokri, d'un président «présent, disponible et prospecteur». C'est comme si, a-t-il ajouté, le Président regarde le pays «à travers les yeux des autres» et ces derniers lui renvoient une image fausse de la réalité de ce même pays. «Non, Monsieur le Président, vous n'êtes pas présent, vous n'êtes pas disponible», a-t-il asséné, s'en prenant à ce cercle qui fait tout au nom du Président. D'abord au patron du FCE dont il a dénoncé son audace «exagérée», selon lui, puisqu'ayant été jusqu'à recevoir des ambassadeurs, aussi bien étrangers nommés en Algérie et algériens retenus pour certaines capitales, «avant même leur prise de fonction officielle». Et il y a ces hauts responsables dont certains sont encore au gouvernement et qui ne cessent de «proférer des menaces à l'encontre de l'opposition et de claironner leur patriotisme», cités dans le livre *Paris-Alger, histoire passionnelle* sorti mercredi dernier. Une publication qui divulgue la «traçabilité» des biens immobiliers de ces hauts responsables en France. Ce à propos de quoi, le président du MSP invite les institutions de l'Etat et l'appareil judiciaire à «bouger» et à «réagir» même si son parti, selon lui, est «déterminé à prendre ses responsabilités historiques en ne laissant pas faire de manière pacifique cette faune s'approprier le pouvoir». Pour Mokri, le salut du pays réside dans une «transition démocratique, sereine et pacifique» à même de conférer au pays des «institutions fortes et souveraines qui pourront tenir en respect ces appétits voraces».

M. K.